

Les tergiversations de Bart De Wever

FLANDRE Le parti nationaliste redoute une nouvelle cure d'opposition

- La N-VA ne sait plus sur quel pied danser.
- Elle multiplie les déclarations contradictoires.
- Que veut le président De Wever ?

Bart De Wever souhaiterait que Kris Peeters, ministre-président flamand CD&V, s'empare, après les élections, des clefs du 16, rue de la Loi : « Ce ne serait pas une mauvaise idée que Kris Peeters prenne la tête d'un gouvernement de redressement socio-économique et je le soutiendrai dans cette tâche. » Kris Peeters venait pourtant, l'avant-veille, de déclarer que cette fonction ne l'intéressait pas et que son objectif était de remplir pour une nouvelle législature à la tête du gouvernement flamand. Cet appel du pied du leader de la N-VA à la figure de proue du CD&V traduit la crainte des nationalistes d'être remis sur la touche par les trois partis traditionnels qui auraient déjà décidé de recomposer, après les élections, un deuxième gouvernement Di Rupo.

Pourquoi ce plaidoyer ? Bart De Wever cherche à éviter la confrontation avec Kris Peeters. D'abord parce que l'homme fort du CD&V pourrait parfaitement le titiller aux élections, dans leur jardin anversois. Ensuite, parce que la N-VA ne peut se permet-



Ben Weyts, Bart De Wever, Jan Jambon : le sommet de la N-VA s'interroge sur la stratégie à suivre.

© ERIC LALMAND/BELGA

tre de rester isolée en jouant la carte du seul contre tous. Et entre le CD&V et la N-VA, une petite ouverture reste possible, malgré leurs tiraillements au sein du gouvernement flamand. Si les démocrates-chrétiens affirment qu'ils ne veulent pas d'une réforme de l'Etat, ils restent partisans du confédéralisme et Kris Peeters s'est toujours fait le champion d'une révolution institutionnelle copernicienne. Entre les deux hommes, il existe donc une alliance objective : La N-VA est par ailleurs très consciente qu'elle ne peut pas livrer elle-même le prochain Premier ministre. Un nationaliste fla-

mand à la tête de l'Etat belge : le scénario est invendable.

Pourquoi ces tergiversations ? Le parti nationaliste n'a cessé d'envoyer des signaux contradictoires. Siegfried Bracke vient de se faire remonter les bretelles pour avoir osé affirmer que les nationalistes seraient prêts à monter dans un gouvernement fédéral sans réforme de l'Etat, mais avec un programme de redressement socio-économique. Bart De Wever en est pourtant conscient : en revendiquant un nouveau round communautaire, il met son parti hors jeu des coalitions. Si la N-VA continue à revendiquer un big-bang commu-

nautaire, elle n'a pas la moindre chance d'entrer dans un gouvernement. Aucun parti traditionnel ne la suivra. Elle devra donc accepter de rester cinq ans de plus dans l'opposition, un nouveau purgatoire dont elle ne veut pas. Dès lors, elle joue sur les mots, jurant que le confédéralisme n'est pas un but en soi mais un levier indispensable pour redresser l'économie. En même temps, la N-VA sait qu'elle ne peut se permettre de monter dans un gouvernement sans garantir une nouvelle réforme de l'Etat : ses militants ne le lui pardonneraient pas. La marge de manœuvre des nationalistes est

donc très étroite, d'autant que le thème communautaire n'est plus une priorité en Flandre, y compris chez les employeurs.

Au pouvoir ou dans l'opposition ?

L'autre option de la N-VA : entrer dans un gouvernement sans le PS, le parti honni. Celui dont Didier Reynders disait, au lendemain des élections de 2007 et de la défaite du PS : « *Le PS dans l'opposition, c'est déjà une réforme de l'Etat.* » Mais la N-VA est otage de son histoire. On la voit mal entrer dans un gouvernement, en faisant la preuve par l'absurde, à contre-courant de tous ses discours, que la Belgique est capable de fonctionner.

« *Il est impossible d'imaginer que la N-VA entre en 2014 dans un gouvernement fédéral, même de droite, à moins d'être vraiment incontournable et de dépasser la barre des 40 %* », confie Dave Sinardet. En faisant remarquer qu'une réforme de l'Etat exige une majorité des deux tiers. Et qu'il serait inimaginable que le PS, dans l'opposition, appuie une telle revendication nationaliste. Pascal Delwit, politologue à l'ULB, lui, préfère n'exclure aucun scénario : « *Cinq années d'opposition, c'est une éternité. Je n'exclus pas que la N-VA accepte d'entrer dans un gouvernement de droite, avec un programme socio-économique, en exigeant une réforme institutionnelle en 2019.* » Un casse-tête pour De Wever qui n'en finit plus de se contorsionner. ■

DIRK VANOVERBEKE

MAIS ENCORE...

Quel Premier ministre ?

« C'est une première depuis 1830 », s'étonne Bart De Wever, en constatant que le CD&V n'a évoqué le nom d'aucun candidat au poste de Premier ministre. Mieux : sa figure de proue, Kris Peeters, vient même de déclarer que le poste ne l'intéressait pas et qu'il préférerait, si l'électeur le lui permet, rester aux commandes du gouvernement flamand. Manifestement, en Flandre, la fonction ne fait plus guère rêver. Au VLD comme au SP.A, personne n'avance d'ailleurs davantage le nom d'un premier-ministrable. En revanche, les langues se sont depuis longtemps déliées dans le camp francophone. Didier Reynders n'a jamais caché qu'il ne refuserait pas de prendre la tête du prochain gouvernement. Et Elio Di Rupo est déjà prêt à remplir pour une nouvelle législature. Un francophone à nouveau à la tête d'un gouvernement ? Quarante ans après Edmond Leburton, on assisterait à deux premières. Un gouvernement dirigé par un Wallon allant jusqu'au bout de la législature. Et deux gouvernements successifs emmenés par un francophone.

D.V.